

SOLIDARITÉ

En marche pour Gaza

Des Lorrains et des Francs-Comtois participeront à la grande marche de soutien à Gaza, depuis l'Égypte. Explications.

NANCY. Le 28 décembre 2008, l'armée israélienne entamait une grande offensive contre la bande de Gaza, officiellement pour faire stopper les tirs de roquettes du Hamas. Dans un premier temps, l'aviation pilonnait Gaza, occasionnant de gros dégâts matériels et de nombreux tués parmi la population civile. Puis, les chars entraient en action. La guerre se traduisait par 1.400 morts côté palestinien, 13 côté israélien. Depuis, une chape de plomb est retombée sur Gaza. Les accusations de crimes de guerre portées contre l'armée de Tsahal, notamment par le rapport Goldstone, n'ont abouti à aucune sanction. La bande de Gaza reste bouclée, soumise au blocus de l'Etat hébreu.

« Blocus inhumain »

Pour dénoncer le sort fait aux Palestiniens, une grande marche internationale pour la paix aura lieu les 27 et 28 décembre, au départ de l'Égypte. L'association américaine Codepink, qui organise cette manifestation, estime déjà à 1.300 les marcheurs inscrits.

Ceux-ci viendront de tous les pays du monde. Parmi

eux, plusieurs Lorrains et Franc-Comtois ont déjà leur billet d'avion pour Le Caire. C'est le cas de la Nancéenne Oriane Santhasouk-Erb, 21 ans, étudiante en commerce à l'ICN, militante de l'AFPS (Association France-Palestine Solidarité).

Son objectif est clair : « J'espère pouvoir entrer dans Gaza le 28 décembre au matin car c'est une date symbolique. Je veux protester contre le blocus inhumain de Gaza, contre la colonisation israélienne et pour la Palestine ».

Soutenue par Mohamed Jendoubi, l'un des piliers nancéiens de l'AFPS qui, lui, manifestera à Nancy, place Maginot, le 29 pour la même cause, Oriane Santhasouk-Erb estime « scandaleux ce blocus qui empêche les Palestiniens de reconstruire Gaza, qui les prive de tout, même de fournitures scolaires pour aller à l'école ». Elle revendique « la justice pour les Gazaouis et tous les Palestiniens par l'application des résolutions internationales ».

Une prison à ciel ouvert

Avec l'AFPS, elle soutient la création d'un Etat pales-

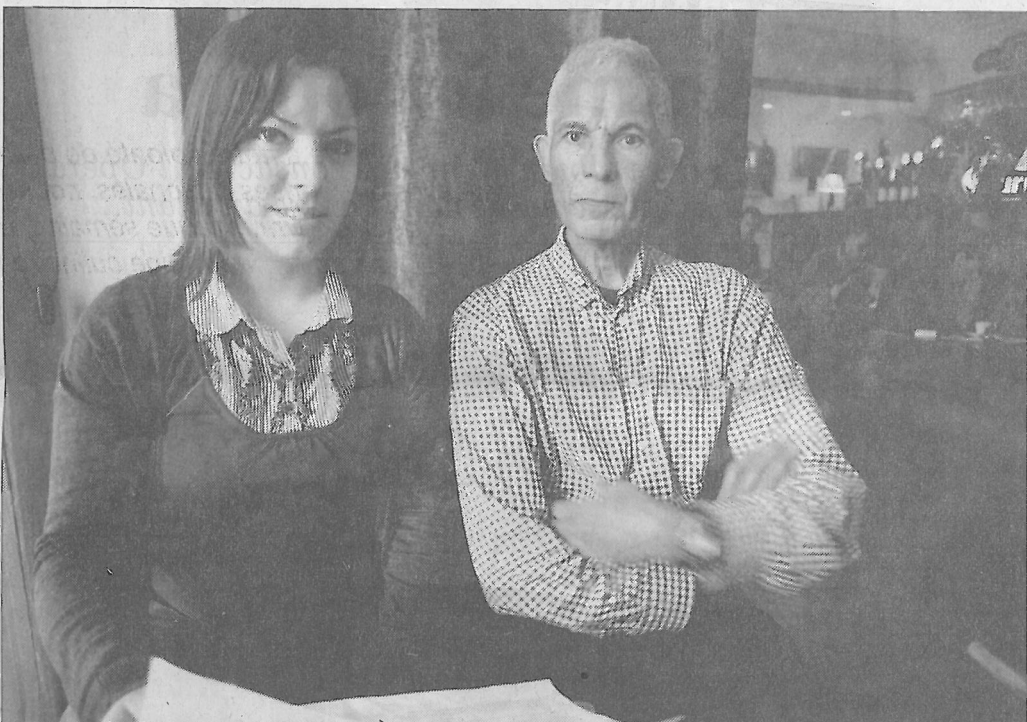
tinien sur la base des frontières de 1967, avec un droit de retour pour les réfugiés. Pour Mohamed Jendoubi, « on en est loin car, aujourd'hui, on reprend toutes les négociations à zéro, alors même que la colonisation israélienne se poursuit et que la Cisjordanie est mitée par les colonies ».

A Gaza, les Lorrains de l'AFPS ont conservé des contacts avec plusieurs militants palestiniens de la paix dont Ziad Medoukh, fondateur d'un centre de la paix, lequel est venu récemment à Nancy donner une conférence.

A cette occasion, il avait dit : « Les Palestiniens ne partiront pas, nous resterons sur nos terres ». De retour chez lui, il ne peut que constater la misère dans laquelle ses concitoyens sont plongés depuis la guerre. Selon Mohamed Jendoubi, « ils ne peuvent pas travailler, ne peuvent pas pêcher car la mer est surveillée, ne peuvent pas se déplacer, ils sont enfermés comme dans une vaste prison à ciel ouvert ».

Une prison dont les marcheurs pour la paix espèrent entrouvrir la porte à l'orée de la nouvelle année.

Ludovic BASSAND



Oriane Santhasouk-Erb espère entrer à Gaza, en solidarité avec les Palestiniens. Ici, en compagnie de Mohamed Jendoubi, à Nancy.

Photo ER